

Comment la crise s'invite

Si l'économie de la région tient bon, la crise commence à faire subir ses premiers effets à ses habitants. Petit à petit, elle bouleverse le quotidien de chacun d'entre nous. Enquête

L'économie c'est avant tout « une question de confiance », rappelle Grégory Heem (*lire ci-dessous*), professeur à l'université de Nice. Une « confiance » largement entamée par dix années de dépression financière : de l'éclatement de la bulle Internet, début 2000, à la mise en redressement, ces dernières semaines, de la zone euro, en passant par la crise des *subprimes* ou celle de l'immobilier qui touchât si durement la région en 2008, les crises se succèdent. Et pourtant... Depuis l'an passé, les indicateurs économiques sont repassés dans le vert.

Toutes les catégories sociales touchées

Si notre région a traversé sans trop de casse ces zones de turbulences financières,



« *c'est grâce à la nature même de son tissu économique composé à 90 % de PME de moins de 10 salariés*, explique Bernard Kleynhoff, le président de la CCI des Alpes-Maritimes. *Depuis fin 2009, l'heure était même à l'optimisme. Du moins jusqu'à ce qu'on nous annonce une nouvelle crise...* » Du coup Bernard Kleynhoff ne masque pas son inquiétude : « *C'est sûr, il va y avoir un effet de frein, tant sur la consommation que sur le financement des entreprises.* » Du côté des demandeurs d'emploi, les effets de cette nouvelle crise se font déjà sentir. « *Leur nombre a progressé de 6 % en un an* », confie Ghislaine Ellena, directrice territoriale de Pôle emploi qui constate une « *nette dégradation* » du marché du travail. Du coup la « crise »,

elle est peut-être avant tout sociale. De plus en plus d'habitants du Var et des Alpes-Maritimes ont en effet du mal à joindre les deux bouts. Plus seulement les catégories populaires. Pour s'en convaincre, il suffit de faire un tour dans les Crédits municipaux. Le montant des prêts sur gages a doublé en l'espace de quatre ans ! Et le nombre de dossiers de surendettement gérés par l'association « assistance défense du consommateur » a augmenté de 20 %. Dans le même temps, Jean Quentric, d'Habitat et humanisme, qui siège à la commission DALO (droit au logement) a vu le nombre de demandes de relogement d'urgence passer de 130 à 175 par mois. Des signes qui ne trompent pas.

ÉRIC GALLIANO
egalliano@nicematin.fr

L'expert

Grégory Heem, maître de conférence en Sciences de Gestion à l'université de Nice-Sophia Antipolis

« La situation est délicate »

La « crise » c'est aujourd'hui le maître mot, mais ne devrions-nous pas parler des crises ? Elles semblent devoir se succéder. Comment en est-on arrivé là ?

Pour de nombreux économistes l'origine remonte à l'éclatement de la bulle des sociétés Internet en 2000 et au 11-Septembre.

L'économie repose sur la confiance. Aux États-Unis, on redoute alors que la perspective d'une guerre ne plombe la consommation des ménages. Pour éviter la récession, l'État décide de baisser massivement ses taux d'intérêt. Les banques se retrouvent avec de l'argent bon marché qu'elles vont prêter à des ménages plus risqués pour leur permettre d'accéder à la propriété.

C'est ce que l'on a appelé les « subprimes » ?

Oui, c'est la traduction de ce « sur-risque » pris sur certains prêts hypothécaires aux États-

Unis. Des prêts à taux variables qui, en 2006, ont commencé à monter. Du coup, certains de ces ménages n'ont plus pu payer leurs traites. Les banques ont alors fait jouer les hypothèques. Il y a eu un afflux de biens saisis sur le marché immobilier. En conséquence, les prix se sont effondrés.

Mais comment est-on passé d'une crise de l'immobilier américain à une crise financière internationale ?

C'est la titrisation. Les banques avaient transformé leurs prêts immobiliers en produits financiers. Des titres qui étaient d'ailleurs très bien notés par les agences de notations. Jusqu'à ce que de plus en plus de ménages ne puissent plus rembourser leurs crédits. Les titres « subprimes » ont perdu beaucoup de valeurs faisant courir un risque de solvabilité aux banques qui en détenaient le plus. Ce qui a entraîné une nouvelle crise de confiance, des

banques, entre elles cette fois. Il faut savoir qu'elles se prêtent en permanence de l'argent. Ce marché interbancaire permet aux banques de se refinancer à très court terme. Or, fin 2007, il s'est asséché.

C'est alors que les États ont pris la main ?

Les États se sont mis à prêter de l'argent aux banques pour qu'elles continuent à financer l'économie. D'un côté, ils y ont gagné en percevant des intérêts. Mais, en contrepartie, ils ont aggravé leurs déficits. Notamment en finançant des plans de relance. Pour ne pas en passer par une période de récession, on a en quelque sorte mis nos économies sous perfusion. Des perfusions qui nous ont coûté très cher. Du coup, aujourd'hui ce sont les États qui se retrouvent au bord de la faillite.

Comment ?

Pour redresser le budget, il faut augmenter les recettes et diminuer



les dépenses. C'est ce que fait la France en diminuant le nombre de fonctionnaires, réduisant les frais des ministères, tout en augmentant la TVA et créant des taxes exceptionnelles. Mais ces plans de rigueur ne sont pas sans risque.

Le remède pourrait être pire que le mal ?

Aujourd'hui, paradoxalement, les indicateurs économiques sont plutôt positifs. Or les mesures d'austérité annoncées risquent de freiner la consommation. De plus, à force de parler de « crise » on crée un climat attentiste très dangereux pour l'économie. Pour autant, aujourd'hui, les États n'ont plus le choix. Ils doivent réduire leurs déficits. La situation est délicate car il faut faire des réformes sans asphyxier l'économie.

PROPOS RECUEILLIS
PAR E. G.
(Photo DR)

Claude Sucosky : « Ces gens que l'on ne voit pas »

« *On se rend bien compte, depuis quelques années, qu'avec la crise se pose de manière de plus en plus crue le problème du logement et de la nourriture*, constate Claude Sucosky, le président de la Banque Alimentaire. *Les gens ont de plus en plus de mal à se loger. Et lorsqu'ils arrivent à trouver un toit, ils n'ont plus rien pour acheter à manger.* »

« Parce qu'ils ont honte de leur situation, ils ne s'en plaignent pas »

Du coup les fins de mois difficiles ne sont plus l'exclusi-

vité des classes populaires. « *Il y a aussi tous ceux que l'on ne voit pas, qu'on ne soupçonnerait même pas.* » Une misère cachée.

« *Parce qu'ils ont honte de leur situation ils ne s'en plaignent pas. Ce sont des retraités, de plus en plus nombreux, mais aussi des propriétaires pauvres et des actifs. Des gens qui ont quelques ressources, mais dont les revenus sont devenus insuffisants.* »

Alors, eux aussi, ont recours à la Banque Alimentaire, aux Restos du Cœur, à la fondation Saint-Vincent-de-Paul...



Claude Sucosky, le président de la Banque Alimentaire.

(Photo François Vignola)